

Brochure n° 3226

**Convention collective nationale**

IDCC : 1285. – **ENTREPRISES ARTISTIQUES  
ET CULTURELLES**

---

■ *Journal officiel* du 15 décembre 2007

**Arrêté du 10 décembre 2007 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective nationale des entre-  
prises artistiques et culturelles (n° 1285)**

NOR : MTST0772593A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 27 janvier 2006 portant extension de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles du 1<sup>er</sup> janvier 1984 et de textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 16 avril 2007 relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 23 juin 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) rendus, d'une part, suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail et, d'autre part, lors de la séance du 4 décembre 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles du 1<sup>er</sup> janvier 1984, tel qu'il résulte

de l'avenant du 17 juillet 1997, modifié par l'accord du 10 mars 1998, et tel qu'étendu par l'arrêté du 12 juin 1998, les dispositions de l'accord du 16 avril 2007 relatif aux salaires, à la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

Les articles 2.1 (Revalorisation des salaires minima de l'article X.4 [catégorie non artiste]) et 2.2 (Revalorisation des minima artistes) sont étendus sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

La grille des salaires minima de l'article 2.2.1 (Minima conventionnels des artistes engagés par les entreprises artistiques et culturelles) est étendue sous réserve que la différence de rémunération entre salariés ayant la même qualification et accomplissant les mêmes tâches se fonde sur des critères objectifs et vérifiables en relation directe avec la valeur du travail effectué, et ne contrevienne pas au principe « à travail égal, salaire égal » prévu aux articles L. 133-5 et L. 136-2 du code du travail et reconnu par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc., 29 octobre 1996, société Delzongle c/Ponsole ; Cass. soc., 15 mai 2007, n° 05-42894).

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/23, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.